



## Lu Pour Vous...

**No Border : Johann Cavallero, délégué du syndicat Alliance (CRS)**

« Les forces de l'ordre seront là pour répondre »



Près de 2000 CRS et gendarmes sont attendus à Calais cette semaine.

Johann Cavallero est le délégué zonal « Ordre public » au sein du syndicat policier Alliance. Dès lundi matin, il sera présent sur Calais aux côtés de ses collègues policiers présents sur le terrain.

**Nord littoral : Vous serez présent à Calais toute la semaine prochaine. Pourquoi ?**

Johann Cavallero : « Dès lundi matin, nous allons tenir une permanence syndicale sur le terrain. Notre but est de rencontrer les collègues engagés sur le terrain et de répondre aux différentes sollicitations. Il s'agit aussi de défendre les droits des policiers. » **Justement, combien seront-ils sur Calais ?**

« Selon nos informations, nous avons une dizaine d'unités de CRS, plus de 800 hommes. Nous devrions avoir la même chose au niveau des escadrons mobiles. Sans parler des effectifs départementaux du Pas-de-Calais, les forces de police secours du Calaisis. Plus de 300 collègues doivent également nous rejoindre de la région parisienne. Nous allons friser les 2 000 policiers ».

**N'est-ce pas un chiffre qui frise la paranoïa ?**

« Nous ne savons pas vraiment à combien ils seront sur le camp. La journée la plus compliquée sera certainement celle du samedi avec la manifestation prévue à 10 heures. Les chiffres sont fluctuants, on parle de 500 à 2 500 manifestants. On se prépare alors en conséquence, en prévoyant le pire. » **Le pire ?**

« Par rapport à ce qu'on sait, c'est un chiffre qui m'apparaît presque normal. On sait très bien qu'il y a eu des débordements en marge des manifestations que No border a tenu en Grèce ou à Strasbourg, lors du sommet de l'Otan. De plus, nous venons d'apprendre que des groupes d'anarchistes lillois risquent de descendre sur Calais. Ils sont malheureusement connus pour casser et pour s'attaquer aux forces de l'ordre. Il faut bien comprendre que pour les policiers, les interventions seront nombreuses. Il y a la sécurité publique à proprement parler mais aussi des établissements publics à garder. » **Vous pensez à quoi ?**

« La mairie, la sous-préfecture, le centre de rétention administrative devant lequel se termine le cortège. C'est à la fin des manifestations que les situations sont les plus tendues. Mais qu'ils sachent que les forces de l'ordre seront là pour répondre. » **Pour les No border, le camp sera interdit aux policiers...** « Il n'y a pas de zone interdite aux forces de l'ordre sur le territoire français. Il n'y a pas de zone de non-droit en France. Je pense que les autorités vont les laisser gérer leur camp et nous n'interviendrons qu'en cas de débordements à l'intérieur du camp ». Propos recueillis par Vincent DEPECKER (20/06/2009)